



Liminaire Commission Blanchet, du 14 novembre 2018



Monsieur le Recteur,

Comme vous le savez, il n'est pas dans les habitudes du **SNPDEN-UNSA** de rédiger une liminaire à l'occasion des commissions Blanchet mais l'actualité récente tant au niveau national qu'au niveau académique nous conduit aujourd'hui à vous faire part de nos inquiétudes et de notre ressenti.

Si le **SNPDEN-UNSA** est présent devant vous aujourd'hui, Monsieur le Recteur, c'est parce que nous ne sommes pas adeptes de la chaise vide mais pour autant, nous dénonçons vivement le délai laissé pour réunir cette commission Blanchet et contestons la transformation de cette instance en courroie de transmission ministérielle.

Les personnels de direction que nous représentons en ont aujourd'hui assez d'être les boucs-émissaires de tous les maux de l'Éducation Nationale, voire de la société.

Tout d'abord, la vox populi, au travers des réseaux sociaux et du #pasdevague s'en est pris à nous pour dénoncer le silence complice et la rétention d'informations supposée des personnels de direction vis-à-vis des élèves fauteurs de troubles qui les insultent ou les menacent, de peur de voir leur carrière ternie par un trop grand nombre de signalements ou de conseils de discipline.

Nous aimerions pouvoir crier haut et fort à l'indignation mais ces mêmes enseignants n'ont peut-être pas tort finalement quand on découvre qu'il suffit qu'ils expriment leur opposition dans la presse sans suivre la voie hiérarchique pour que les collègues personnels de direction soient sommés de rendre des comptes.

Comment en effet être sûrs que nous ne risquons pas notre avancement de carrière, notre mutation voire notre poste quand le moindre événement médiatisé par des gens sans scrupules semble avoir plus de poids que 30 ans de carrière, de bons et loyaux services ?

Il est aisé de nous reprocher de ne pas être suffisamment sur le terrain auprès de nos équipes alors que la majorité des personnels de direction, notamment en lycées, dépassent allègrement les 70 heures de travail hebdomadaires et gèrent avec le même engagement tous les problèmes que l'on peut rencontrer au quotidien dans un établissement et ses abords.

Nos missions ne cessent de s'alourdir. Nous sommes chaque jour confrontés à davantage d'obligations sans que nous soient donnés les moyens d'y faire face. Nombreux sont ceux d'entre nous qui doivent pallier les manques de personnels administratifs ou de vie scolaire ou qui doivent compenser le manque de compétences de certains personnels.

Dans un courrier transmis à chaque personnel de direction le 5 novembre dernier (sur les boîtes établissement et non sur les boîtes personnelles), Monsieur le Ministre nous assure de son soutien et de celui de l'institution toute entière dans « la difficile mission qui est la nôtre » ; Dans un second courrier destiné à l'ensemble des personnels, il ajoute même que « aucune école, aucun établissement

ne sera jugé en fonction du nombre de signalements » Faut-il lire que seuls les personnels de direction seront jugés ?

Aujourd'hui, nous sommes au regret de vous dire, Monsieur le Recteur, que **nous ne croyons pas en cette déclaration de confiance. Nous nous sentons fragilisés et n'avons pas la sensation d'être soutenus par notre hiérarchie**, contrairement aux annonces formulées par Monsieur le Ministre.

Plus que jamais, les personnels de direction se considèrent désarmés et désavoués, en difficulté face aux exigences toujours plus grandes de **notre institution qui refuse d'entendre que nous ne pouvons pas tout.**

Alors qu'il nous est demandé la plus grande vigilance et la plus grande bienveillance au regard de la souffrance des personnels de nos établissements, nous faisons le constat que cela ne s'applique pas aux personnels de direction qui subissent de la maltraitance au travail sans que cela n'émeuve quiconque.

Le monde dans lequel nous exerçons aujourd'hui nos missions, est celui de l'immédiateté des réseaux sociaux et l'emballement médiatique, qui donne à chacun le sentiment de la toute-puissance. Nos enseignants y participent largement et il pourrait être utile de rappeler à chacun les règles de déontologie qui doivent s'appliquer à tout fonctionnaire d'État. Surtout, nous aimerions croire que notre hiérarchie accorde plus de crédit à la parole des professionnels en responsabilité qu'aux discours de haines anonymes qui inondent la sphère médiatique.

Personnels de direction, nous sommes des fonctionnaires d'État, qui œuvrons au quotidien, sur le terrain, à la bonne mise en œuvre de l'action publique.

Nous savons que l'éducation nécessite du temps et que l'instruction de la jeunesse d'une nation, dont nous avons en partie la responsabilité, se fonde sur notre capacité à lui transmettre les valeurs de l'école républicaine.

Aussi, nous tenons à rappeler notre conviction que le bien être à l'école concerne chacun d'entre nous, personnels, élèves et familles. Que ce climat scolaire, juste équilibre entre exigence et bienveillance, est le meilleur facteur de réussite pour les élèves, de reconnaissance professionnelle pour les personnels et de protection pour toute la communauté.

Aujourd'hui nous peinons à croire qu'un plan de protection de l'école, élaboré en urgence, sous les feux médiatiques, révélant surtout le malaise professionnel des enseignants, puisse répondre aux problématiques complexes et anciennes qui traversent notre institution.

Nous espérons que ce plan dépassera l'approche sécuritaire et administrative, et que les problématiques qui sont les nôtres seront enfin prises en compte, comme entre autre, la récurrente demande de formation adaptée à un public divers et en constante évolution, la question de la médecine du travail et de l'accompagnement des carrières pour nos personnels ou la mise à disposition de moyens de terrain pour accompagner les réformes auprès des équipes.

La direction des établissements scolaires est le pilier sur lequel toutes les actions éducatives prennent appui. Nous pensons être un rouage essentiel de l'institution, car nous menons la politique publique à l'échelle de la communauté scolaire, au plus près des élèves, des personnels et de leurs familles.

Toutes les transformations en cours ou à venir ne peuvent prendre sens qu'à l'aune de références éthiques communes. Il serait totalement illusoire de croire que la réussite de l'école puisse reposer sur les épaules des seuls personnels de direction. Aujourd'hui, la force de notre engagement,

l'enthousiasme de notre conviction, la valeur de nos compétences sont gravement mis à mal et ne suffiront pas à nous faire oublier le respect et le soutien qui nous sont dûs.

Monsieur Le recteur, en tant que cadres responsables nous-mêmes, nous savons que la légitimité d'une hiérarchie se mesure à la hauteur de la confiance qu'elle témoigne à ses équipes et à la loyauté que ces dernières lui témoignent en retour.

Monsieur le Ministre et vous, Monsieur le Recteur, pouvez compter sur notre loyauté. Nous espérons que nous pouvons réellement compter sur votre confiance envers les personnels de direction.

Puisque vous nous avez réunis aujourd'hui pour parler de la protection de l'école et de la sécurité dans les établissements scolaires, nous espérons que vous pourrez répondre à ces deux questions :

- **Les personnels de direction peuvent-ils compter sur votre protection pour assurer leur sécurité professionnelle face aux attaques dont ils sont l'objet ?**
- **Si oui, comment cela se traduira-t-il dans les faits ?**

Nous vous remercions pour votre écoute.

Les secrétaires académiques

Catherine PIEL – Joël DELHOPITAL
